



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

perspectives

Question au Gouvernement n° 694

Texte de la question

## IMPACT DE LA CRISE FINANCIÈRE SUR L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Decool, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean-Pierre Decool. Monsieur le secrétaire d'État chargé de l'emploi, depuis près d'un mois, la France est touchée par une grave crise financière mondiale.

M. Maxime Gremetz. Sans blague ?

M. Jean-Pierre Decool. Cette crise a entraîné des mesures sans précédent de refinancement de l'économie, notamment en Europe et aux États-Unis.

Dès dimanche soir, sous l'impulsion de la France et grâce à la réactivité de la présidence française de l'Union européenne qui a permis de réunir tour à tour le G4 européen, les représentants de l'Eurogroupe, de la Banque centrale européenne et de la Commission européenne, un plan de sauvetage exceptionnel de notre système bancaire a été annoncé, afin de préserver nos économies et l'emploi.

Alors que le Président de la République et le Premier ministre s'attachent à défendre ces mesures, aujourd'hui et demain, devant les Vingt-sept à l'occasion du Conseil européen à Bruxelles, nous venons d'en adopter leur traduction nationale. Il est cependant regrettable qu'une partie de cet hémicycle n'ait pas adhéré pleinement à la demande d'unité nationale formulée par le Premier ministre, en cette période de troubles. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Le projet de loi de finances rectificative, préparé avec les principaux dirigeants de banques françaises, présenté par Christine Lagarde et Éric Woerth, et que le Sénat examine en ce moment même pour une promulgation dès la fin de cette semaine, accorde une garantie " payante " des prêts interbancaires à hauteur de 320 milliards d'euros et permet de consacrer jusqu'à 40 milliards d'euros à la recapitalisation des banques en difficulté. Sauver notre système financier, c'est sauver l'épargne des Français, mais c'est également...

M. Roland Muzeau. Sauver les prédateurs !

M. Jean-Pierre Decool. ...sauver l'investissement de nos entreprises, et ainsi réduire les conséquences que pourrait avoir la crise sur le pouvoir d'achat et, surtout, sur l'emploi des Français.

Sur le terrain, en Flandres, j'entends l'inquiétude grandissante des Français pour leur emploi.

M. Patrick Roy. Eh oui ! le chômage monte !

M. Jean-Pierre Decool. Bien que notre taux de chômage soit au plus bas depuis vingt-cinq ans, cette préoccupation partagée par la plupart de nos concitoyens est légitime en cette période de difficultés majeures et de crise de confiance.

Monsieur le secrétaire d'État, les mesures essentielles de refinancement de notre économie ayant été prises, comment le Gouvernement compte-t-il agir spécifiquement en faveur de l'emploi ? Quelles solutions envisage-t-il pour répondre aux interrogations des Français sur leur avenir et minimiser les impacts de la crise sur les créations d'emplois ? (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.*)

M. Roland Muzeau. Le permis de conduire à un euro ?

M. le président. La parole est à M. Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'emploi.

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État chargé de l'emploi*. Monsieur le député, vous avez raison : face à une crise internationale d'une ampleur inédite, le cap du Gouvernement reste le même : protéger au mieux

l'économie réelle.

M. Maxime Gremetz. Arrêtez !

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État*. En la matière, vous l'avez rappelé, l'urgence est d'abord de limiter l'incendie sur la place financière et bancaire nationale. Il s'agit de sauver les banques non pas pour sauver les banques, mais pour sauver notre économie et nos emplois parce que, sans financement, nos entreprises ne pourront pas se développer et les emplois de demain seront compromis.

Grâce à l'action du Président de la République, le plan exceptionnel que vous avez adopté hier, avec l'abstention - et je le regrette - de certains députés ici présents, nous avons repris de la lisibilité. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Il nous reste maintenant à travailler sur le chantier de l'emploi.

Depuis plusieurs semaines, à la demande du Premier ministre et du Président de la République, nous travaillons aux côtés de Christine Lagarde à l'élaboration d'un plan d'action sur le front de l'emploi. Ce plan d'action se déclinera selon trois volets principaux.

Premièrement, nous voulons poursuivre les réformes de structures qui doivent nous permettre de changer le visage de notre politique de l'emploi. Il ne s'agit pas de faire de la gestion conjoncturelle médiatique poudre aux yeux ; il s'agit de continuer les réformes de structures. Je pense notamment à la réforme de la formation professionnelle ou encore à la mise en place du nouvel opérateur pour l'emploi issu de la fusion entre l'ANPE et les ASSEDIC qui avait été retardée depuis trop longtemps, faute de courage politique. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Deuxièmement, nous souhaitons mobiliser tous les outils de la politique de l'emploi quand des emplois sont en jeu, comme sur le territoire des Flandres auquel vous avez fait allusion. De la même manière que nous nous sommes rendus avec le Président de la République et avec Luc Chatel sur le site de Renault à Sandouville, (*Rires et exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Jean-Paul Lecoq. Parlons-en !

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État*. ...partout où nous aurons des difficultés, nous serons présents et nous utiliserons tous les outils de la politique de l'emploi pour faire face.

Cela étant je veux être clair : il ne s'agit pas de retomber dans les errances d'un traitement social du chômage.

M. Jean Glavany. Ah ! ah !

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État*. Il est hors de question d'utiliser des outils de l'emploi qui sont uniquement destinés à mettre sur des voies de garage des demandeurs d'emploi pour les retirer des statistiques ; il faut, au contraire, conduire une politique active d'accompagnement et de retour à l'emploi.

Troisièmement, nous ne voulons pas nous contenter de mener une politique défensive en matière d'emploi, mais bel et bien d'aller chercher les emplois de demain...

Plusieurs députés du groupe SRC. Avec les dents !

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État*. ...en matière de numérique, de service à la personne ou encore, avec Jean-Louis Borloo, d'emplois verts.

M. le président. Merci, monsieur le secrétaire d'État.

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État*. Ces mesures seront présentées dans les jours prochains. Nous traversons une tempête difficile, mais le Gouvernement se battra avec votre appui pour préserver le plus possible nos concitoyens. (*Applaudissements sur divers bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Pierre Decool](#)

**Circonscription :** Nord (14<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 694

**Rubrique :** Politique économique

**Ministère interrogé :** Emploi

**Ministère attributaire :** Emploi

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 16 octobre 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 16 octobre 2008